

éléments constitutifs d'un pont transatlantique encore plus ambitieux. La relation qui nous unit pourrait être approfondie plus facilement et plus rapidement que celle que nous entretenons avec toute autre région du monde.

Mais l'impact réel du libre-échange transatlantique serait peut-être ressenti dans le reste du monde. Certains ne veulent manifestement pas que l'ordre multilatéral déborde de beaucoup les engagements de l'Uruguay Round – ceci malgré la nécessité de suivre l'évolution des années 1990 et au-delà pendant même que l'intégration mondiale s'accélère. Aux pays qui refusent de libéraliser davantage leur commerce en prétextant la « fatigue », nous ferions clairement savoir que la communauté atlantique a une vision dynamique de son avenir, que nous sommes déterminés à pousser plus loin la libéralisation économique et que nous sommes disposés à aller seuls de l'avant si nécessaire. En autant que l'objectif n'est pas de remplacer le système multilatéral et encore moins d'établir un bloc défensif, mais plutôt de dépasser les engagements pris envers l'Organisation mondiale du commerce, un nouveau partenariat de libre-échange entre l'Europe et l'Amérique du Nord pourrait mettre en mouvement une dynamique concurrentielle axée sur la réduction des barrières au plan mondial. En bref, le libre-échange transatlantique pourrait redynamiser l'ensemble du système mondial et enclencher le processus crucial de liaison de blocs potentiellement exclusifs.

Je ne veux pas minimiser les défis posés par le libre-échange outre Atlantique, surtout dans le prolongement des difficiles négociations de l'Uruguay Round. Mais c'est précisément parce qu'il reste des problèmes à régler qu'une nouvelle initiative d'envergure a du sens. C'est pour cette raison que nous devrions nous donner un objectif ambitieux – soit un accord de libre-échange intégral ou peut-être même, comme l'a récemment suggéré le ministre du Commerce de la Suède, Mats Hellstrom, une zone économique commune. Les droits de douane appliqués dans la plupart des secteurs industriels sont déjà faibles, soit d'en moyenne 2 à 3 pour cent. Nous devrions pouvoir nous engager à éliminer progressivement tous les autres droits de douane sur les produits industriels selon des échéanciers convenus, en limitant les négociations plus détaillées à des questions sur lesquelles il sera plus difficile de s'entendre, comme l'agriculture et le textile. Laissons l'Europe et l'Amérique du Nord être les premières à reconnaître que l'ère tarifaire est révolue et à s'attaquer à des problèmes plus pressants.

Le secrétaire britannique au Foreign Office, Douglas Hurd, a suggéré que nous devrions dès maintenant commencer à nous occuper sérieusement des barrières non tarifaires. Il a absolument raison. Les véritables obstacles à l'accès aux marchés sont de plus en plus souvent camouflés derrière nos politiques nationales – soit une myriade de normes et de réglementations différentes, de pratiques d'achat restrictives, de procédures